

MOYENS

Pour demander la revocation de l'Arrêt
provisionel contre les Jesuites, qui est
joint à la condamnation que la Cour
de Parlement a faite de 24. Ouvrages
de leurs differens Auteurs le 6. Août
1761. Par Les. de Monville de la Dio.
de Lyon.

S I les Jesuites portent leurs plaintes
aux pieds du Trône de Sa Majesté,
ce n'est pas pour defendre ces Auteurs
flétris & condamnés, ni pour expliquer
& adoucir leurs opinions, ni pour mon-
trer qu'une infinité d'autres Livres de
toutes sortes de personnes Seculieres,
Ecclesiastiques & Religieuses les ont pré-
cedés & autorisés dans ces pervers sen-
timens, parce que la condamnation de
ceux-ci ne seroit pas la justification de
ceux-là.

Cependant quelque juste que puisse
être la condamnation des 24. Ouvrages
énoncés dans l'Arrêt, les Jesuites de
France disent qu'on ne doit point leur
en attribuer les erreurs, & encore moins
les proscrire, & les punir par provision
pour les fautes des Etrangers.

Les Jesuites ne sont attachés à aucun

A



de leurs Auteurs , dont ils soient obligés de suivre les opinions. Toute leur obligation est d'en croire à l'Ecriture Sainte , à la Tradition , aux sentimens des Saints Peres , aux décisions des Conciles & de l'Eglise Catholique , Apostolique & Romaine , & de condamner tout ce qui y est opposé. Si quelqu'un des leurs vient à s'égarer & à être condamné , ils sont les premiers à l'abandonner , & souvent à le combattre avant sa condamnation.

L'on a un principe aussi évident que certain pour attribuer avec vérité une Doctrine à un Corps qui est répandu dans tout l'Univers : c'est celui que les Saints Peres ont établi pour reconnoître la Doctrine de l'Eglise Catholique. Une Doctrine, disent-ils , est celle de l'Eglise Catholique , si elle est aussi ancienne que l'Eglise , si elle est enseignée dans toute l'Eglise par le plus grand nombre des Docteurs , s'il est défendu d'y enseigner une Doctrine contraire , s'il y a ordre d'y enseigner cette Doctrine , voilà la pierre de touche qui a fait dans tous les tems reconnoître les Novateurs , & les confondra jusqu'à la fin des siècles.

Or que l'on choisisse telle Doctrine perverse qu'on voudra , qui soit tirée des Auteurs que la Cour a condamnés au

feu, l'on ne montrera jamais qu'elle ait été enseignée dès le commencement dans la Société, qu'elle y soit par-tout enseignée, & par le plus grand nombre de ses Membres, qu'il soit ordonné de la perpetuer, qu'il soit défendu de la combattre. Commençons par la plus detestable de toutes : c'est sans contredit celle du tyrannicide.

Le compilateur devoit montrer qu'elle a pris naissance dans la Société, qu'elle s'y perpetue chaque année, qu'il n'est pas permis de la combattre : car dans toute autre matiere criminelle & aussi atroce qu'est le tyrannicide, c'est à l'accusateur de prouver son accusation. Ses efforts ont été inutiles ; il n'a pu trouver cette source empoisonnée de fureur que dans les Auteurs qui ont précédé l'origine de la Société. Elle est venue au monde plus de 100. ans au moins avant la confirmation de la Compagnie de Jesus : puisqu'elle fut si solennellement condamnée au commencement du quinzième siècle au Concile de Constance contre les défenseurs de l'infame assassinat du Duc d'Orleans. Elle a été ensuite enseignée avec le plus grand éclat par les Protestans d'Allemagne & de France. Mais celui qui a encheri sur tous, & le Livre le plus seditieux qui ait paru, est celui de

Junius Brutus, *vindicia contra Tyrannos*, imprimé en 1581. Il importe peu de sçavoir, si c'est ou Languet, ou Beze, ou Dupletis Mornaix, tous trois Protestans, qui en soit l'Auteur. Mais il est nécessaire d'observer qu'il précédât de 17. ans celui de Mariana de *Rege & Regis institutione*. Celui-ci n'a paru qu'en 1598. imprimé à Toledé avec la permission du Roi & l'approbation de l'Inquisiteur. Quoiqu'il ne soit pas si mauvais que celui de Junius Brutus, cependant sa Doctrine est encore très-detestable. En parlant de l'assassinat de Henri III. il dit que les uns blâmerent, les autres louerent cette action, selon les principes qu'ils avoient de l'origine de la Royauté. Mais quel que soit le principe & la source de l'autorité des Souverains, il n'en est pas moins certain qu'il n'est jamais permis d'attenter à leur vie, ni de se revolter contre eux.

Cependant le Livre de Mariana paroissoit à peine, que les Jesuites de France s'en plainquirent à leur Général Aquaviva. Celui-ci donna sur le champ les ordres pour en faire enlever tous les Exemplaires, & il fit ce célèbre Decret qui est rapporté dans le premier Arrêt de la Cour, pour proscrire toute Doctrine contre les Rois, sous prétexte de tyrannie. Ce Decret se publie toutes les années dans

les Colléges de toute la Societé , & nulle part l'on n'y enseigne la Doctrine de Mariana. Quel contraste ! On condamne par provision les Jesuites de France pour le Livre d'un Espagnol , & les Jesuites de France sont les premiers à en faire proscrire la Doctrine , non-seulement en France , mais dans tout l'Univers. Comment le tyrannicide seroit-il la Doctrine de la Societé ? Le crime d'un seul peut-il être le crime de toute la Societé.

On en faisoit le reproche au P. Cotton , il répondoit en 1610. pour un seul qui a erré ; nous avons déjà plus de 40. Jesuites qui l'ont contredit. Que ne diroit-il pas maintenant ? L'on a fouillé dans tous les Livres des Jesuites , dont les seuls noms des Auteurs remplissent des Volumes In-folio , & le compilateur n'en a pu trouver que 24. de reprehensibles ; & de ce petit nombre ceux qui se sont égarés en parlant des Souverains , sont tout au plus trois ou quatre. Or ce petit nombre suffit-il pour accuser toute la Compagnie de Jesus , & pour condamner les Jesuites de France coupables d'une si detestable Doctrine. Nul Jesuite François ne l'a enseignée , & plusieurs Jesuites François l'ont proscrire dès le commencement , & continuent à la proscrire.

Si cette detestable Doctrine étoit celle

de la Compagnie de Jesus & des Jesuites de France , on la verroit sortir de leurs cœurs & dans les Livres imprimés sans nombre , & dans les Prédications & dans les Catechismes & dans les Ecrits de Théologie & de Philosophie. Mais elle ne paroît nulle part ; ni lecteurs , ni auditeurs , ni écoliers ne la voient point en France. Il faut que le compilateur l'aille chercher chez un Espagnol , chez un Italien , chez un Allemand. Que le nombre de ceux-ci est bien petit , si on le compare avec ce nombre prodigieux d'Auteurs Jesuites de toutes Langues , de toutes Nations qui sont sous le Ciel qui abhorrent cette Doctrine ; pour laquelle la Cour condamne toute la Société , & proscrie tous les Jesuites de France.

Quel Arrêt provisionel mérita mieux d'être annulé ? Tout y est contre les règles de la justice. L'on ne voit aucun corps de delit en France sur le tyrannicide & contre l'autorité de nos Rois. On n'a ni cité ni oui aucun Jesuite François ; comment peut-on les proscrire pour le crime d'un Allemand , d'un Italien , d'un Espagnol ? Les Jesuites bien loin d'adopter leurs detestables Doctrines contre les Souverains & contre leurs autres mauvaises Doctrines quelles qu'elles soient , ne cessent de les proscrire.

Du tems d'Innocent XI. on accusa les Jesuites auprès de ce Pape d'empêcher la refutation du probabilisme. Les plaintes en vinrent à la Congrégation générale des Jesuites ; elle déclara solennellement qu'il étoit permis à tous Jesuites d'embrasser & de soutenir le probabilisme. *on* La déclaration fut portée à Innocent XI. *Cum relatum fuisset ad Congregationem aliquos in eâ persuasionem esse, quod Societas communibus quasi studiis tuendam assumpsisset eorum Doctorum Sententiam, qui docent in agendo licitum esse sequi opinionem minus probabilem faventem libertati, relicta probabiliori stante pro præcepto declarandum censuit Congregatio Societatis, nec prohibuisse, nec prohibere quominus contrariam Sententiam tueri possent quibus ea magis probaretur.*

Les Papes Alexandre VII. & VIII. & Innocent XI. condamnerent différentes Propositions de Morale. On leur avoit deferé ces Propositions comme étant la Doctrine des Jesuites, mais les Juges & les Examineurs reconnurent qu'elles n'étoient point toutes des Jesuites, ni d'eux seuls, qu'ils en étoient encore moins les Auteurs. Aussi ces Papes les condamnerent sans flétrir leurs Auteurs, & sans proscrire aucun de ceux qui les avoient enseignées. Depuis ce tems nul Jesuite

ne les a enseignées , & en a encore moins appelé au futur Concile pour les défendre jusqu'à nouvelle condamnation.

En effet il est inoui qu'on ait flétri un Auteur , & encore moins tout un Corps quelque peu nombreux qu'il soit , pour la décision perverse d'un particulier qui auroit fait plusieurs milliers d'autres décisions très-sages. L'on n'a jamais proscriit un Ouvrage , sans en avoir extrait au moins les principales Propositions erronées qui en font en quelque maniere toute la substance. Si le compilateur qui a fourni à la Cour les Ouvrages de 24. Jesuites , avoit fait l'extrait des Propositions qu'il jugeoit dignes de sa Censure , on sçauroit ce qu'il condamne. Car si pour une Proposition ou deux qui sont dans un grand In-folio latin sans en faire le fond , il étoit juste de proscrire tout l'Ouvrage , l'Ecriture Sainte seroit peut-être le seul Livre à couvert de toutes Censures. Mais les François qui condamnent les Italiens , les Allemands , les Espagnols qui sont respectés dans leurs Nations , ne sollicitent-ils point les Nations étrangères de proscrire à leur tour les Livres des François qui ne sont point conformes à leurs idées ? A quelles represailles ne s'expose-t-on pas ? L'embrasement seroit bientôt général , les Livres & les Arrêts seroient mutuelle-

ment jettés aux flammes. Ce feroit des feux de joie pour l'ignorance & la barbarie, car fans livres l'on y retomberoit bientôt.

L'on reproche aux Jefuites de perpétuer la mauvaife Doctrine par les nouvelles Editions. Mais qui fait ces nouvelles Editions ? A-t'on réimprimé en France ni ailleurs Mariana, Santarel, Suarez ni Piroc le *Vers-pertillio* de Gretzer a été réimprimé en Allemagne. Sera-ce le crime des François ? Il y a près de 60. ans que les Jefuites démontrèrent à Mr. l'Evêque d'Arras que les Jefuites n'avoient eu aucune part à la nouvelle Edition d'Escobar. Mais l'on a réimprimé Bussembaum & la Croix en France ; si on parle de l'Edition de 1757. les Peres de Colonia & de Montaufan n'ont pu y avoir part. Celui-ci étoit mort à Vienne en 1752. & celui-là à Lyon dix ans plutôt. Les Imprimeurs ont déclaré juridiquement que nul Jefuite n'avoit eu aucune part à ces nouvelles Editions, le Parlement de Toulouse en fut content. Il est vrai que dans une plus ancienne Edition, le P. de Montaufan avoit, à la priere des Imprimeurs & Libraires, ajouté le Livre du P. Garnier de *Officio Confessarii*, & un Traité sur la Bulle de la *Cruciata* & de la *Componenda*, parce que cette Edition étoit

destinée pour les Païs de la domination Espagnole ; mais les mêmes Libraires avoient absolument defendu de faire aucun changement au corps de l'Ouvrage. Les P. de Colonia, de Montausan & les Journalistes de Trévoux en annonçant cette Edition, n'ont jamais pensé à adopter toutes les opinions de ces Auteurs, & encor moins celles qui sont sur l'homicide ; mais il n'y a pas un mot pour favoriser le tyrannicide. Où est donc le crime pour proscrire tout un Corps aussi nombreux que la Société ? Ces Jesuites particuliers ne représentent pas assurément tout le Corps, ni même une seule Province ; comment leur faute peut-elle attirer la proscription de la Cour. Fait-on un crime aux Editeurs des Offices de Cicéron, d'y laisser ce qui est écrit contre les Tyrans.

Qu'on lise les Ecrits des Professeurs de Théologie, les Sermonaires des Jesuites François, chaque années depuis plus de 160. ans ils sont en grand nombre dans les Classes, dans les Chaires ; l'on en trouvera aucun qui ait parlé pour ces opinions detestables qui vont à mettre en danger la vie des Souverains. La preuve en est ouverte à tout le monde. Plusieurs millions de personnes les entendent, ou dans les Classes ou dans les Eglises, & personne ne les a jamais oui tenir ses dis-

cours fanatiques & seditieux. Ce n'est donc pas la Doctrine des Jesuites François , ils ne méritent donc en aucune maniere la proscription de l'Arrêt de la Cour,

Que peut-on exiger des Jesuites François pour les déclarer innocens du crime de quelques étrangers : ils en abhorrent la Doctrine ; ils en professent une contraire ; ils sont soumis à toutes les Loix de l'Etat & de l'Eglise Gallicane.

Comme le discours d'Henri IV. fit rétablir les Jesuites en France , il y a lieu d'esperer que ce discours fera la même impression pour annuler l'Arrêt qui va à les proscrire. Les choses ne sont point changées à leur égard. Mêmes adversaires , mêmes protecteurs , même autorité dans Sa Majesté : même sermens de soumission , de respect & de devouement , même zèle dans les Jesuites pour Sa Majesté , & pour toute la Maison Royale & pour sa Couronne.

Le premier Président du Parlement de Paris fit des Remontrances au Roi , il n'y oublia rien de tout ce qui se pouvoit dire de plus facheux contre les Jesuites. Mais ce grand Prince dissipa toutes les craintes.

Je vous sçais bon gré , dit le Roi , du soin que vous avez de ma Personne , & de mon Etat. Vous m'avez proposé des

difficultés qui vous semblent grandes & considérables, & n'avez pas sçu que tout ce que vous avez dit, a été pensé & considéré par Moi, il y a huit à 9. ans. On reconnut à Poissy non l'ambition des Jésuites, mais la suffisance, & je ne sçai pas comment vous trouvez ambitieux ceux qui refusent les dignités, & qui font vœu de n'y point espérer. Pour les Ecclésiastiques qui se formalisent d'eux, c'est de tout tems que l'ignorance en a voulu à la science; & j'ai observé que quand j'ai commencé à parler de les rétablir, deux sortes de personnes s'y opposent, particulièrement ceux de la Religion Pré-tendue, & les Ecclésiastiques mal vivans; & c'est ce qui les a fait estimer davantage. Si la Sorbonne les a condamnés, ç'a été sans les connoître. L'Université a occasion de les regretter, puisque par leur absence elle a été comme deserte, & les Ecoliers non-obstant tous vos Arrêts, les ont été chercher au-dedans & au-dehors de mon Royaume. Ils attirent à eux les beaux Esprits, dites-vous, & choisissent les meilleurs. C'est de quoi je les estime. Quand je fais des Troupes des gens de guerre, je veux que l'on choisisse les meilleurs soldats, & desirerois de tout mon cœur que nul n'entrât en vos Compagnies qui n'en fût bien digne.

& que par-tout la vertu fût la marque ,
& fit la distinction des honneurs.

Ils entrent comme ils peuvent dans les Villes : aussi font bien les autres & suis moi-même entré en mon Royaume comme j'ai pu. Il faut avouer qu'avec leur patience & bonne vie ils viennent à bout de tout , & que le grand soin qu'ils ont de ne rien changer , ni alterer de leur premiere Institution , les fera durer long tems. Quand à ce que l'on reprend en leur doctrine , je ne l'ai pu croire , parce que je n'ai pas trouvé un seul d'un si grand nombre de ceux qui ont été en leurs Collèges , non pas même de ceux qui ont changé de Religion , qui ait soutenu leur avoir oûi dire ou enseigner , qu'il est permis de tuer les Tyrans , ni d'attenter sur les Rois. Barriere ne fut pas confessé par un Jesuite en son entreprise , & un Jesuite lui dit qu'il seroit damné s'il ôsoit l'entreprendre. Quand Chatel les auroit accusés , ce qu'il n'a pas fait , & qu'un Jesuite même eût fait ce coup , duquel je ne me veux plus souvenir , & confesse que Dieu voulut alors m'humilier & sauver , dont je lui rends grâces , faudroit-il que tous les Jesuites en pâtissent , & que tous les Apôtres fussent chassés pour un Judas ? Ils sont obligés plus étroitement que les autres au commandement du Pape ,

c'est pour ce qui regarde la conversion des Infideles ; & je n'estime pas que les vœux d'obéissance qu'ils font , les oblige plus que le serment de fidelité qu'ils me feront. Mais vous ne me dites pas que l'on a trouvé mauvais à Rome , que le Cardinal Bellarmin n'a pas donné en ses Ecrits autant de juridiction & d'autorité au Pape sur les choses temporelles , que les autres lui en donnent ordinairement. Il ne leur faut plus reprocher la ligue , c'étoit l'injure du tems ; ils croyoient bien faire , & ont été trompés , comme plusieurs autres. Je veux croire que ç'a été avec moindre malice que les autres , & m'assure que la même conscience jointe à la grace que je leur fais , les rendra autant voire même plus affectionnés à mon service qu'à la ligue. L'on dit que le Roi d'Espagne s'en sert : je dis aussi que je m'en veux servir , & que la France ne doit pas être de pire condition que l'Espagne. Puisque tout le monde les juge utiles , je les tiens nécessaires à mon Etat , & s'ils y ont été par tolerance , je veux qu'ils y soient par Arrêt. Dieu m'a réservé la gloire de les y rétablir par Edit. Ils sont nés en mon Royaume , & sous mon obéissance , je ne veux pas entrer en ombrage de mes naturels sujets. Laissez moi conquies cette affaire , j'en ai manié d'autres.

bien plus difficiles , & ne pensez plus qu'à faire ce que je vous dis & ordonne.

La vérification de l'Edit du rétablissement des Jesuites fut faite purement & simplement , & sans aucune modification le dernier jour de Janvier. 1604.

Depuis tant d'années les Jesuites n'ont en rien manqué à cet Edit, le Roi seul est en droit de le revoquer. N'est-ce pas le principe le plus généralement reconnu dans tous les Gouvernemens , que le seul Souverain peut détruire ce qui auroit été établi par le Souverain son Prédecesseur.

Il est dont évident que l'Arrêt provisionel de la Cour de Parlement du 6. Aout 1761. contre l'établissement des Jesuites en France , doit être revoqué , supposé même qu'il ne fût pas nul de plein droit, comme ayant entrepris sur l'autorité du Souverain , en voulant détruire ce qu'elle avoit établi par un Edit solennellement publié & enregistré.

D'ailleurs cet Arrêt de proscription n'est fondé sur aucun corps de delict dont les Jesuites de France soient coupables ; en effet cet Arrêt ne fait des reproches qu'à l'occasion d'un très-petit nombre d'Ouvrages d'Auteurs étrangers , & démentis par un beaucoup plus grand nombre d'Auteurs Jesuites étrangers & François , & singulièrement desavoués & condamnés par

tous les Jesuites François , non-seulement dans ce tems-ci , mais encor dès le tems que le premier Livre du tyrannicide parut en latin & dans un Pais Etranger , & par un Auteur sujet d'un Roi qui étoit alors le plus grand ennemi de toute la Maison Royale de France , & particulièrement d'Henri III. & d'Henri IV. Ce Livre fut proscriit , & l'a toujours été par les Jesuites François , & même par toute leur Societé.

Enfin le droit est ici bien constant pour les Jesuites François , ils n'ont ni écrit , ni agi , ni parlé , soit en public , soit en particulier , ni contre le Roi , ni contre l'Etat , ni contre les Loix du Royaume & de l'Eglise Gallicane. Dans toutes les occasions ils se sont toujours montrés très-zélés pour le service du Roi , à compter au moins depuis leur rétablissement en France.

MEMOIRE

*Pour servir d'instruction en la Cause
d'Appel comme d'abus de toutes les Bul-
les, & Lettres Apostoliques concernant
les Prêtres & Ecoliers de la Société se
disant de Jesus, & selon l'Arrêt de
la Cour du Parlement du 6. Août 1761.*

EXTRAIT DE L'ARREST.

» **L**A Cour, toutes les Chambres as-
» semblées, reçoit le Procureur Gé-
» néral du Roi appellant comme d'abus
» de toutes les Bulles . . . notamment en
» ce que ledit Institut de ladite Société
» seroit attentatoire à l'autorité de l'Eglise,
» à celle des Conciles Généraux & Par-
» ticuliers, à celle du St. Siège, & de
» tous les Supérieurs Ecclésiastiques, &
» à celle des Souverains. »

Il est impossible de former contre les
Jésuites une accusation plus grave. Comme
elle sert de fondement à toutes les autres,
il est absolument nécessaire de la refuter.

Afin d'abreger, on citera en latin seule-
ment les premiers mots des textes cités par
l'Arrêt pour constater la vérité de son

accusation , mais on les citera entièrement
 selon la traduction françoise. Les citations
 & la traduction sont fidèles : elles sont
 renfermées sous le n°. 1. de l'Arrêt.
 » La première. *Non obstantibus* , &c.
 » non obstant toutes Constitutions Apof-
 » toliques , toutes les Ordonnances gé-
 » nérales & spéciales émanées des Con-
 » ciles Généraux , d'Assemblées Provin-
 » ciales & Synodales. Bulle de Greg. XIII.
 » *Pastoralis officii* 1578. La seconde. *De-*
 » *cernentes .. nullo tempore*. Voulant qu'en
 » aucun tems il ne puisse rien être revoqué ,
 » limité , ou derogé desdites Constituc-
 » tions , par nous ou par le Saint Siège ,
 » & que toutes les fois qu'il arrivera qu'il
 » y soit revoqué , alteré , limité quelque
 » article , ou derogé en quelque point , le
 » Supérieur général puisse les rétablir
 » dans l'état où elles étoient auparavant ,
 » même sous une date postérieure , telle
 » qu'il plaira au Général de la choisir ; &
 » que les choses ainsi rétablies soient cen-
 » sées accordées de nouveau par le Saint
 » Siège. Bulle *Dum indefessæ* de Greg.
 » XIII. 1571. La troisième & *tam hañte-*
 » *nus factas* &c. de notre Autorité Apof-
 » tolique Nous leur accordons par une
 » grace spéciale , le pouvoir & la faculté
 » de changer , alterer , ou même abroger

» entièrement , selon la qualité & la
 » variété des tems & des lieux & des
 » choses , tant les Constitutions déjà fai-
 » tes , que celles qu'ils feront à l'avenir ,
 » & d'en faire encor de nouvelles ; & lors-
 » qu'elles auront été ainsi changées , al-
 » terées ; ou qu'il en aura été faites de
 » nouvelles , Nous voulons que le tout
 » soit censé aussi-tôt avoir été confirmé
 » par la même Autorité Apostolique.
 » Bulle de Paul III. *Injunctum nobis* de
 » 1543.

» La quatrième *Nulla persona Societa-*
 » *tis*.. que personne de la Société ne
 » soit assez osé pour demander aucun
 » privilège contraire aux Statuts communs
 » de la même Société , ou pour le re-
 » tenir , après qu'elle l'aura obtenu . .
 » Que s'il est jamais accordé de ces sortes
 » de Privilèges par le Siège Apostolique ,
 » nous les déclarons à présent nuls & de
 » nulle valeur . . à moins que ce ne fût
 » du consentement de la Société qu'il
 » fût ainsi derogé. *Compend. Privil. ver-*
 » *bo : Privil.*

» La cinquième *Quoties emanabunt.*
 » & toutes les fois qu'il emanera du St.
 » Siège , des Lettres revoquant , ou li-
 » mitant ces Statuts , nous voulons qu'au-
 » tant de fois ils puissent être rétablis , &

„pleinement reintegrés dans le premier
 „état, où ils étoient auparavant, par la
 „Société, par son Général & ses autres
 „Supérieurs, comme s'ils leurs étoient
 „accordés de nouveau, & même con-
 „firmés sous telle date que ces Supérieurs
 „voudront choisir chaque fois ; sans qu'il
 „soit besoin d'obtenir du St. Siège ce ré-
 „tablissement ultérieur, cette révalida-
 „tion, confirmation, ou nouvelle con-
 „cession. Bulle de Greg. XIV. *Ecclesiæ*
 „*Catholica*, de 1590.

Que ces expressions & d'autres encore plus frappantes soient représentées au grand jour, pour rendre odieuse une Société, dont les Constitutions ont passé pendant deux cens ans pour le chef-d'œuvre de la prudence humaine, il faut que les compilateurs de ces Extraits se soient imaginés qu'ils en imposeroient à tout l'Univers, & qu'on n'en chercheroit pas la véritable valeur. Si la passion ne les avoit pas aveuglés, ils auroient facilement reconnu que toutes ces expressions dont la Cour a conclu que l'autorité du Général étoit attentatoire à l'autorité de toutes les Puissances Ecclésiastiques & Temporelles, pouvoit également attirer à la Cour les mêmes reproches.

Voilà donc la défense la plus facile,

& la plus convaincante pour mettre à couvert de tous reproches les Jésuites, leurs Constitutions, & les Bulles qui les ont confirmées. Le Pape Paul III. en 1538. donna en faveur de Mrs. du Parlement de Paris une Bulle où sont toutes ces expressions, dont on fait aujourd'hui aux Jésuites une accusation capitale. Cette Bulle n'est point sans usage, elle est la force de toutes les requisiions que Mrs. du Parlement font sur les Patrons Ecclésiastiques pour en requérir des Bénéfices. Il n'y a ici ni art, ni équivoque. C'est un simple parallèle des expressions communes dans les Bulles accordées aux Jésuites, dont on se scandalise à l'excès, & dans la Bulle de Paul III. en faveur du Parlement. L'on rapportera seulement le titre de cette Bulle, avec les expressions relatives à celles des Bulles jésuitiques, quoiqu'on les puisse dire relatives à une infinité d'autres Bulles. Voici comme elle est énoncée dans les Registres de la Cour.

Bulle de Paul III de 1538, confirmative & ampliative des concessions d'Indult faites par le Pape Eugène IV. au Chancelier de France, & aux Présidens, Conseillers, & autres Officiers du Parlement de Paris.

Paulus . . . decet Romanum Pontificem . . . indulgemus decernentes præsentibus , sub quibusvis revocationibus , aut suspensionibus , quarumcumque similium vel dissimilium gratiarum , minime comprehensas , sed semper ab illis exceptas existere , & quoties illas revocare contigerit , toties in pristinum statum restitutas fore & esse.

La citation seconde *Decernentes*. contre les Jesuites dit-elle quelque chose de plus fort , que celle de Paul III. mais ce n'est pas la seule. En voici une qu'on diroit attentatoire à toute autorité , si elle étoit dite des Jesuites.

Irritum quoque & inane , si secus super his à quoquam , quavis autoritate contigerit attentari. Cela n'a pas besoin d'explication , non plus que ce qui suit.

Non permittentes , eos de super , le Chancelier , les Présidens & Conseillers , per quoscumque contrà earumdem præsentium tenorem , quomodo libet molestari ; contradictoresque quoslibet per censuras , appellatione postposita compescendo , invocato ad hoc auxilio brachii secularis.

Et tout cela est terminé par un texte correlatif à celui qui est allegué le premier contre les Jesuites pour les rendre gratuitement odieux à toutes les Puissances. *Non obstantibus.*

Non obstantibus , Constitutionibus & Ordinationibus Apostolicis.

Peut-on rechercher une plus parfaite ressemblance entre les expressions des Bulles Jesuitiques & la Bulle du Parlement ? Qui sera assez osé d'en conclure contre la Cour qu'en conséquence de cette Bulle de Paul III. elle a une autorité attentatoire à celle de toutes les Puissances Ecclésiastiques & Temporelles, qu'elle peut se jouer de toutes les Constitutions Apostoliques qui voudroient lui enlever son Privilège.

Pourquoi toutes ces expressions ? uniquement pour rendre valide la grace accordée, & nullement pour insulter aux Puissances. Quand on trouve une si grande conformité de pensées & de jugemens pour assurer la validité de ces Bulles, seroit-il permis d'approuver dans les unes, ce qu'on condamneroit dans les autres. La Cour est incapable de cette contradiction, mais elle n'est pas incapable d'être trompée par ceux qui lui fournissent les Mémoires pour former son Arrêt.

Quoique cela suffise pour dissiper les craintes & les terreurs qu'on a voulu inspirer aux Puissances, & au Public contre l'Institut des Jesuites, nous avons encore un moyen pour

tranquilliser tous les esprits ; puisse-t'il servir à fermer la plaie qu'on a faite aux Jésuites ? Il ne faut pas l'aller chercher au-delà des mers , il est dans les Bulles mêmes qu'on oppose aux Jésuites. Oïi , dans toutes ces Bulles , dans toutes les autres qu'on pourroit alleguer pour constater l'autorité du Général contre les revocations de ses privilèges & de son autorité , il est marqué expressément ce que doit faire le St. Siège pour annuler , reformer ce qu'il jugeroit à propos , c'est de mettre dans les Lettres revocatoires , qu'il fait mention expresse de ces Bulles qu'il revoque. *Facientes mentionem expressam ac de verbo ad verbum de hujusmodi indulto.* Ainsi tous ces *non obstantibus*, non obstant &c. signifient seulement que la Bulle , où est cette défense , subsistera jusqu'à ce qu'elle soit révoquée expressément en en faisant mention pleine & entière. Toutes ses précautions sont pour éviter les chicanes. On ne peut pas rejeter cette omission sur la négligence ni sur l'ignorance du compilateur de ces Extraits , mais sur sa mauvaise foi. La Cour y a été trompée. On a lieu de croire qu'elle sera détrompée , si elle veut examiner elle-même la Bulle de Paul III. de 1538. & celles des Jésuites.

S'il reste quelque doute sur l'autorité
du

du Général par rapport à son autorité monarchique, & à son pouvoir sur les Jésuites qui lui doivent l'obéissance, & à la validité des contrats qu'il peut faire seul, il est aussi facile de le lever qu'il a été aisé d'ôter le scandale d'une autorité attentatoire à celle de toutes les Puissances.

Commençons par l'obéissance ; l'on en fait un monstre horrible capable de desoler l'Univers, parce qu'elle doit être aveugle, & qu'on doit la respecter comme celle qui est due à Jésus-Christ. Mais qui ignore que cette doctrine sur l'obéissance est tirée des Epîtres de St. Paul qui la tenoit de Jésus-Christ. Tous les Fondateurs des Ordres Religieux se sont servis des mêmes expressions, des mêmes comparaisons, des mêmes exemples que St. Ignace a apporté dans ses Constitutions & dans sa Lettre. Il est peut-être le seul Fondateur qui ait mis un préservatif général à cette obéissance aveugle, en disant ; vous obéirez en tout, où il n'y aura point de péché manifeste ; & il ajoute, ce n'est pas pourtant que s'il se présente à votre esprit quelque sentiment différent de celui de votre Supérieur, & qu'il vous semble le devoir représenter, vous ne puissiez le faire avec liberté. *Ign. Epist.*

Si quelqu'un est encore scandalisé de cette obéissance jésuitique nous le renvoyons , pour l'expression au moins , aux règles de tous les Religieux anciens & récents. Mais ce seroit un crime d'omettre la règle que St. Vincent de Paul a laissée à ses Prêtres de la Mission. » Nous » obéirons , dit ce Fondateur du dernier » siècle , exactement à tous nos Supérieurs , & à chacun d'eux , en les regardant en Notre-Seigneur , & Notre-Seigneur en eux. L'obéissance doit être » simple , parce qu'il ne faut ni discussion , » ni examen des raisons qu'ont les Supérieurs d'ordonner une chose plutôt qu'une autre , persévérante , parce qu'il faut » obéir comme Jésus-Christ , & que Jésus-Christ a obéi jusqu'à la mort. Vie de St. Vincent de Paul. tom. 2. p. 214. 215.

Peut-on condamner ces saints Fondateurs ? St. Paul n'écrivoit-il pas aux Ephésiens ; vous serviteurs , obéissez à ceux qui sont vos Maîtres selon la chair , avec crainte & respect dans la simplicité de votre cœur , comme à Jésus-Christ . regardant en eux le Seigneur , & non pas les hommes. *Ephes. 6.*

Un Officier Général des Armées du Roi s'étoit laissé surprendre par l'Arrêt de la Cour : Ah , Monsieur , lui dit-on ,

lorsque vous commandiez les Troupes du Roi à cette journée si meurtrière , quelle obéissance en exigiez-vous pas ? eussiez-vous souffert qu'on discutât avec vous si votre commandement étoit bon ou mauvais , utile ou inutile. Dans laquelle des deux obéissances militaires & Religieuses , croïez-vous qu'il soit plus nécessaire d'avoir une obéissance aveugle , de se laisser conduire comme un cadavre , ou comme un bâton dans la main d'un vieillard.

Mais peut-on ne pas improuver cette autorité du Général qui le rend maître de tous les Contrâcts de vente & d'acquisition , & qui lui attribue le domaine & la propriété de tous les Biens de la Compagnie.

Pourquoi élever l'autorité du Général au-delà de ce qu'elle est établie par les Constitutions ? Il a si peu le domaine & la propriété des fonds & des revenus , qu'il feroit déposé , s'il s'en attribuoit , ou s'il en donnoit quelque chose aux externes. Le domaine & la propriété des fonds appartiennent uniquement aux Maisons qui les possèdent soit par donation , soit par acquisition. Le Pape Greg. XIII. dans sa Bulle *Apostolica Sedis* de 1576. déclare expressement que le domaine & la propriété des biens que les Supérieurs des Maisons ven-

droient , restera à ces Maisons , jusqu'à ce que le Général aie donné son consentement. *Quod si ex Generalis prapositioni facultate , pro rerum exigentiâ , opus sit , antè datam eidem prapositioni informationem , contractus alienationum fieri , dominium nihilominus & possessio bonorum quorumvis , super quibus contractus hujusmodi initi fuerint , penes domos , Collegia remaneat & remanere intelligatur.* Ce Texte est décisif pour assurer à chaque Maison le domaine des biens qu'elle possède. Aussi ne trouve-t'on pas un mot ni dans les Bulles , ni dans l'Institut qui arroe au Général ce domaine & cette propriété. Lorsqu'il est fait mention de son autorité sur ces biens , elle y est désignée par la sur-intendance , *super-intendentia*.

Mais c'est au Général à faire les contrats ; oûi , mais c'est comme tuteur suprême des biens des pupils , & jamais comme propriétaire. Aussi ne trouvera-t'on point que le Général ait vendu le bien d'une Maison. Le droit d'aliéner lui est spécialement interdit. Ce n'est proprement que dans la fondation d'une Maison , ou Collège que le Général fait lui seul le contrat. Mais le bien donné pour la fondation de cette Maison , devient

propre à cette Maison, & non au Général. Comme dans la fondation d'un Bénéfice dans un Diocèse, l'Evêque en reçoit la fondation, mais les biens donnés pour cette fondation, deviennent propres du Bénéfice, & non du Bénéficiaire, & encore moins de l'Evêque qui accepte la fondation, quoique l'Evêque & ses Successeurs retiennent la juridiction & la sur-intendance sur le Bénéfice, afin que le service s'y fasse selon la fondation, & que les biens ne s'alienent pas.

Telle est l'autorité du Général des Jésuites sur chacune de leurs Maisons & sur leurs biens particuliers. Elles ressortent toutes du Général pour que l'administration en soit faite & religieusement, & conformément à la fondation. Mais le Général n'en peut rien aliéner, ni transporter d'une Maison à l'autre, ni engager une Maison pour l'autre. Mais aussi nul Supérieur particulier ne peut vendre ni engager sa Maison par des emprunts & des achats sans la permission du Général. Les Loix de l'Eglise, & du Royaume le prescrivent ainsi pour empêcher les dissipations des Biens Ecclésiastiques. C'est dans cette vue que le Pape Urbain VIII. défendit à tous gens d'Eglise d'aliéner, & encor d'emprunter avec inté-

rêt , parce que ces sortes d'emprunts sont des espèces d'alienation. Et l'Institut des Jesuites veut qu'on s'y conforme.

Mais l'autorité du Général est monarchique. Bon Dieu , quelle Monarchie ! il n'a pas un denier de revenu , il ne peut faire aucune imposition sur ses Sujets , il est exposé à être déposé , s'il usurpe quelque chose pour lui. Cette Monarchie ne fera-t'elle pas trembler toutes les Puissances ? de tous les Généraux d'Ordre , il est celui qui a le moins d'équipage , d'ameublement & de table.

Si l'on est scandalisé du pouvoir que les Bulles des Papes donnent au Général des Jesuites , il ne faut pas ignorer que ces Bulles & sur-tout celle de Greg. XIV. de 1580. *Ecclesia Catholica* , déclarent qu'il peut & doit être déposé par la Société : *Possitque & debeat dictus praepositus Generalis per personas ad id à dictâ Soctetate facultatem habentes in certis casibus amoveri*. Or de tous les cas où la déposition seroit la plus prompte , est celui , où il ordonneroit contre l'autorité des Souverains : personne ne lui obéiroit , non-seulement parce qu'il y auroit péché manifeste , mais encor parce qu'il lui est ordonné de se conformer aux loix & aux usages des Païs , où la Compagnie de Jesus est établie.

Les Bulles de Gregoire XIII. de 1572. *Æquum reputamus*, de 1576. *Salvatoris Domini Nostri*, paroissent horribles & intolerables. Pourquoi ! parce qu'elles autorisent la Société à se choisir de conservateurs de ses Privilèges. De quels Privilèges ? de celui-là qui lui permet d'avoir des Maisons dans un plus petit éloignement des Maisons de ces Religieux qui avoient le privilège d'éloigner les autres jusqu'à une plus grande distance. C'est le titre de cette Bulle *Salvatoris Domini Nostri. Confirmatio & extensio Privilegii Societatis edificandi & habitandi ubique, etiam intra cannas aliorum Ordinum.*

Que ces Bulles parlent des conservateurs ; ce ne peut être un crime : la Bulle de Paul III. en faveur du Parlement, lui donne aussi des conservateurs sous les mêmes expressions : *Non permit- tentes eos, per quoscumque quomodo libet molestari. . invocato ad hoc auxilio brachii secularis.*

» La Cour accuse la Société, en ce
 » que chacun de ses membres étant obligé
 » de se soumettre aux définitions d'icelle
 » dans les objets même de leur Doctri-
 » ne, sur lesquels ils auroient des opi-
 » nions différentes des sentimens de
 » l'Eglise. n. 6.

Cette accusation est aussi fautive qu'injurieuse, dans cette partie qui suppose que la Société a des opinions différentes des sentimens de l'Eglise, & qu'elle oblige ses membres à soumettre leurs jugemens à celui de la Société, & non à celui de l'Eglise. La Compagnie de Jesus a toujours fait profession d'adhérer de cœur & d'esprit à toutes les décisions de l'Eglise, soit pour le dogme, soit pour la morale.

Ce que le compilateur cite de l'Institut en preuve de son accusation, va à la détruire, s'il avoit rapporté le titre du chapitre dont il se sert. Ce chapitre troisième de l'examen, a pour titre : de quelques interrogations qu'il faut faire à ceux qui demandent à entrer dans la Compagnie, afin de les mieux connoître. *De aliquibus interrogationibus, &c.* Or l'onzième interrogation à faire à ces Postulans est celle-ci : qu'on leur demande, s'ils ont eu, & ont quelques opinions différentes de celles qui sont communément tenues par l'Eglise, & par les Docteurs qu'elle approuve, & si dans la suite ces sortes d'opinions leur venoient à l'esprit, ils sont disposés à soumettre leur jugement, & à penser conformément à ce que la Compagnie ordonne de penser sur ces matieres. *Interrogetur, an ha-*

buerit : c'est à ce texte de l'examen qu'il faut faire attention pour juger du véritable sens de celui que le compilateur cite. Il y a omis des expressions essentielles pour en connoître l'esprit. Les voici : *Nova opiniones admittenda non sunt , & si quis aliquid sentiret , quod discreparet ab eo quod Ecclesia , & ejus Doctores communiter sentiunt , suum sensum definitioni ipsius Societatis debet subijcere : ut in examine declaratum est. conf. p. 3. c. 1. decl. o.*

St. Ignace & toute la Société déclare donc qu'il ne faut point suivre les nouvelles opinions , & que si quelqu'un avoit des opinions qui fussent différentes de celles que l'Eglise & ses Docteurs enseignent , il doit soumettre son sentiment à celui de la Compagnie. Or quel est le sentiment de la Compagnie , c'est de ne suivre aucune nouvelle opinion sur la Religion : *Nova opiniones admittenda non sunt* , & d'adhérer à toutes les décisions de l'Eglise.

La déclaration de St. Ignace & son examen furent rédigés plusieurs années avant la fin du Concile de Trente. Il finit en 1563. & St. Ignace étoit mort en 1556. c'est dans ce tems-là que les nouvelles opinions , pour ne pas dire les

nouvelles hérésies , se répandoient de toutes parts. St. Ignace & ses Enfans les éloignoient & les combattoient selon l'esprit de l'Eglise & de ses Saints Docteurs. Afin qu'elles n'entraissent pas dans la Compagnie , il ordonna qu'on examinât les Postulans sur ces nouvelles opinions ; mais il ne lui vint jamais à l'esprit , ni à ses Enfans de préférer leurs jugemens à celui de l'Eglise. Quand il laisse à ses Enfans le choix des opinions , c'est lorsque les Théologiens Catholiques sont de différens sentimens , & il souhaite qu'ils pensent tous de la même manière ; afin d'éviter la désunion. *In opinionibus in quibus Catholici Doctores variant inter se, vel contrarii sunt, ut conformitas in Societate fit, curandum est.* ibid. conf. p. 3. c. 1.

Veut-on un plus grand éclaircissement , il faut consulter les sections 3. & 4. de la partie 5. de l'abregé de l'Institut. On y a recueilli ce qui concerne les études des hautes sciences. Là il est ordonné aux Jesuites de suivre en chaque faculté la Doctrine la plus sûre , la plus approuvée , de sorte qu'on n'introduise point de nouvelles opinions , & s'ils pensent contre l'opinion commune , qu'ils suivent ce que la Société aura jugé. Et où nulla

opinion ne seroit bien commune, qu'ils embrassent le même sentiment, mais que personne n'enseigne les opinions dont les Catholiques seroient scandalisés. *Hæc decreta sunt : 1^{re}. sequantur nostri in quâvis facultate securiorem & magis approbatam Doctrinam : 2^o. novitas & diversitas opinionum eliminanda, &c.*

Sur quoi il faut observer que les Jésuites n'ont aucun corps de Philosophie & de Théologie, qu'ils soient obligés de suivre en tout, quoiqu'ils aient plusieurs Cours de Physique & de Théologie. Mais il est ordonné à tous de suivre l'Ecriture Sainte, la tradition, les définitions des Conciles, les décisions de l'Eglise. Si par malheur quelqu'un s'égare, ce n'est point en suivant la Doctrine de la Compagnie, elle le reprouve, & l'oblige à se retracter. On voit un exemple sensible de ces retractations dans Tamburin : il les écrivit lui-même dans son Livre, & les nouvelles Editions postérieures à la condamnation, n'ont plus les opinions condamnées.

Si le Livre de Bussembaum imprimé à Lyon chez François Comba en 1676. n'a pas les Propositions meurtrières sur les 5. & 6. Commandement, on le doit aux Jésuites de France. Ce fut à leurs

sollicitations que la Société ordonna que l'on fit une nouvelle Edition ; d'où ces Propositions furent retranchées. C'est aux Libraires seuls & non aux Jesuites qu'il faut attribuer les erreurs qui sont dans les nouvelles Editions. Le Pere Antoine Jesuite François a publié depuis plusieurs années un gros Livre de Morale, où l'on ne trouve aucune de ces erreurs de Morale. Qu'on cesse donc de juger les Jesuites François sur les Ouvrages des Etrangers.

Puisque les Bulles des Papes en faveur des Jesuites & de tous leurs privilèges pour être revoquées, ne dependent que d'en faire une mention expresse dans les Lettres Apostoliques revocatoires, on ne peut pas s'en plaindre, comme si elles étoient attentatoires à toutes les Puissances Ecclésiastiques & Temporelles. Et pourquoi appeller comme d'abus des Bulles, dont les Jesuites ne demandent point l'exécution au Parlement, dont les privilèges pour le temporel dependent uniquement des Souverains, & pour le spirituel de chaque Ordinaire dans l'usage des clefs & des Sacremens. Toutes ces Bulles sont émanées principalement pour constater que St. Ignace & les 9. Compagnons avoient fondé un Ordre Religieux
avec

avec le pouvoir de lui donner telles Constitutions qu'ils jugeroient à propos, pourvu qu'elles fussent conformes à la Formule présentée au Pape Paul III. en 1540. & qui est rappelée mot à mot dans celle de 1543. du même Pape. Formule dont la Société ne s'est jamais écartée, & que le St. Siège a toujours confirmée. Ordre Religieux que le St. Siège & tous les Souverains depuis plus de deux cens ans, appelle Compagnie de Jesus, dont la fin principale est de travailler au salut du prochain dans toutes les Parties du monde. Comment par un Arrêt du Parlement, perdre le nom de Compagnie de Jesus connu dans tout le monde Chrétien depuis le Concile de Trente qui fit l'éloge de son Institut. Nom de Compagnie de Jesus qui n'offense personne, qui déclare seulement que ses Membres doivent toujours être prêts à combattre sous l'Etendart de Jesus-Christ. Les enfans de St. Dominique qui prirent le Nom de Freres Prêcheurs, ne vouloient pas dire qu'ils fussent les seuls destinés à porter la Parole de Dieu. La Compagnie de Jesus ne dit pas non plus qu'elle soit la seule qui combatte pour son Evangile. Pour juger de l'Institut de la Compagnie de Jesus, il ne faut pas s'en rap-

rer à ses ennemis ; pourquoy en croire à des Auteurs ténébreux, & ne pas s'en rapporter aux témoignages des Souverains Pontifes & du plus grand nombre des Evêques, des Souverains qui les ont appelés dans leurs Etats, & qui les honorent d'une protection singuliere en France depuis Henri le Grand jusques à Louis XV. le Bien-aimé.

Ni le Général des Jesuites ni toute la Societé n'ont point une puissance attentative à l'autorité des Souverains, & des Evêques, la faire craindre à cause des privilèges accordés par le Sr. Siège, c'est redouter les plus petites herbes qu'on foule sous les pieds. Les Souverains sont toujours les maitres d'admettre les Privilèges qui concernent le Temporel. Tout ce qui a rapport au Spirituel, est subordonné à la juridiction des Ordinaires, au moins depuis le Concile de Trente. Avant ce tems les Papes étoient assez en coutume de commettre les Religieux pour prêcher & administrer les Sacremens sans prendre l'approbation des Evêques. Les premieres Bulles en faveur des Jesuites, furent données dans ce style jusqu'en 1563. aussi au colloque de Poissy en 1561. les Evêques demanderent que les Jesuites fussent soumis aux Ordinaires.

& ne se portaſſent pas comme Ordre Religieux Mandiant , parce que c'étoit aux ordres Religieux Mandians qu'avoient été accordés par le St. Siège les plus grands Priviléges , dont la juridiction des Evêques étoient troublée. La communication de ces Priviléges contenus dans la fameuſe Bulle , *Mare Magnum* , avoit indispoſé contre les Jeſuites l'Evêque de Paris & les quatre Ordres Mandians & leurs amis. Voilà pourquoi ils ne furent reçus à Poiffy que comme Religieux deſtinés à enſeigner , & non pas comme Religieux Mandians : ce qu'ils obſervent religieusement dans tous leurs Colléges , & dans toutes leurs Maisons , Colléges , reſidences , Miſſions ſedentaires , où il ne travaillent qu'avec l'approbation des Ordinaires. Cette ſoumiſſion ne leur a jamais été refusée depuis le Concile. En effet les a-t'on vûs confeſſer & prêcher dans le Diocèſe de Paris , lors que Mr. le Cardinal de Noailles retira ſes approbations. Le ſeul Privilège que la Société demande à Mrs. les Evêques , c'eſt qu'ils ne s'ingèrent point dans le gouvernement intérieur de ſes Maisons. Cependant il eſt cent fois plus facile à un Evêque de ſe delivrer d'un Jeſuite , dont il eſt mécontent , que d'un ſimple Prêtre de ſon Diocèſe.

(40)

Enfin que ceux qui declament tant contre l'Institut des Jesuites, prennent en main ses Régles ; qu'ils s'avisent de substituer une autre Régle à celle qu'ils rejetteront, on les defie d'en imaginer une plus sage, & plus convenable à la fin de la Société, qui est de travailler au salut du Prochain.

